



Réponse de la Suisse au questionnaire adressé aux Etats par le groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, dans le cadre de son étude sur les standards et politiques publiques pour des enquêtes efficaces sur les disparitions forcées

Liste des abréviations

La Convention	Convention internationale de 2006 pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées
CP	Code pénal suisse du 21 décembre 1937 (RS 311.0)
CPP	Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 (RS 312.0)
CPM	Code pénal militaire du 13 juin 1927 (RS 321.0)
Ltém	Loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la protection extraprocédurale des témoins (RS 312.2)

1) Please indicate whether there is a specific and autonomous crime of enforced disappearance in your criminal legislation meeting the elements contained in the definition of the 1992 Declaration and 2006 Convention on the Protection of all Persons from Enforced Disappearance.

Depuis le 1^{er} janvier 2017, le droit pénal suisse incrimine spécifiquement les disparitions forcées [art. 185bis du code pénal (ci-après CP) et art. 151d du code pénal militaire (ci-après CPM)], en dehors des cas constituant un crime contre l'humanité, déjà incriminés (art. 264a, al.1, let. e CP).

If so, please provide details on the relevant legislative provisions, including with respect to:

a) the elements which are required to be met in order to charge suspected perpetrators with the crime of enforced disappearance;

L'infraction de disparition forcée incriminée aux articles 185bis CP et 151d CPM comprend principalement quatre éléments: (a) une personne doit être privée de liberté, (b) l'Etat ou une organisation politique en a donné le mandat ou a donné son assentiment, (c) toute information sur le sort de la personne ou sur l'endroit où elle se trouve est refusée et, enfin, (d) les auteurs ont l'intention de soustraire la personne à la protection de la loi. La disparition forcée constitue le plus souvent une infraction commise par plusieurs personnes. L'article 185bis, al.1, CP et 151d CPM, al. 1 visent donc à punir aussi bien celui qui participe à la privation de liberté que celui qui participe au refus de fournir des informations, les auteurs respectifs devant avoir connaissance de l'autre volet de l'infraction.

A) Elément constitutif « privation de liberté »: Par analogie avec le texte de la Convention, la notion de privation de liberté ancrée à l'art. 185bis CP et 151d CPM, al. 1 doit être comprise comme un terme générique couvrant les notions plus détaillées de la Convention (arrestation, détention, enlèvement), par ailleurs également mentionnées dans le Statut de Rome (art. 7, al. 2, let. i).

B) Elément constitutif « implication de l'Etat ou d'une organisation politique »: Une disparition forcée, en tant que violation des droits de l'homme, présuppose une implication de l'Etat. Celle-ci peut intervenir sous la forme d'un mandat ou d'un assentiment. On distingue différentes constellations:

- *Implication de l'Etat:* En général, les fonctionnaires (ou des tiers mandatés par l'Etat) agissent sur instructions d'un supérieur hiérarchique ou avec son approbation. Selon cette acception, le supérieur hiérarchique incarne la participation de l'Etat. Un fonctionnaire qui agit de sa propre initiative et sans mandat tombe aussi sous le coup de la norme pénale, car le pouvoir ou la marge de manœuvre dont il bénéficie en raison de sa fonction et qui lui permet d'initier une disparition forcée implique qu'il incarne dans une certaine mesure la volonté de l'Etat. Dès lors, on peut dire qu'il agit au nom de l'Etat. Quant à la notion d'assentiment, elle est suffisamment

large pour englober les notions d'autorisation ou d'acquiescement. La Convention (ainsi que le Statut de Rome) mentionne encore l'appui, notion qui est également couverte par la disposition.

- *Implication d'organisations politiques*: Les disparitions forcées peuvent également survenir dans un contexte politique où l'autorité de l'Etat est fragilisée. Afin d'éviter qu'une lacune ne se produise dans ce contexte, l'art. 185^{bis} CP prévoit que le mandat ou l'assentiment peut également émaner d'une organisation politique. Il s'agit à cet égard principalement d'inclure les entités non étatiques qui exercent un pouvoir de facto ou qui contrôlent un territoire déterminé. Cela correspond à l'interprétation donnée à la notion d'organisation politique, utilisée dans le Statut de Rome en lien avec l'attaque systématique ou généralisée lancée contre une population civile. Cette extension aux organisations politiques n'est pas à proprement parler exigée par l'art. 2 de la Convention, mais elle permet de tenir compte dans une juste mesure de son art. 3. Dès lors, la mise en œuvre dans le droit suisse inclut également les organisations politiques, d'autant que cela permet de garder une formulation analogue à celle du Statut de Rome. Les activités des simples groupes criminels tombent, quant à elles, sous le coup d'autres dispositions du CP.

C) Elément constitutif « refus d'informations »: Le refus d'informations est le véritable trait caractéristique de la disparition forcée. Il consiste en un refus de fournir toute indication sur le sort de la personne disparue ou sur l'endroit où elle se trouve. L'incertitude qui en résulte peut-être lourde de conséquences pour les proches (et nourrir un climat de terreur au sein de la population lorsqu'il s'agit d'une pratique systématique). De plus, en l'absence de toute information, la personne disparue est soustraite à la protection de la loi, notamment parce que ni les proches ni le système judiciaire ne peuvent établir si elle a été privée de liberté, et si oui, dans quelles circonstances. Enfin, la disparition forcée entraîne une conjuration du silence, dont l'effet est délétère sur la punissabilité: toute trace de la personne disparue ayant été dissimulée, son sort ne pourra plus guère être établi dans un procès pénal. Ce refus porte ainsi gravement atteinte aux droits des proches de connaître le sort des victimes, mais également à la protection de la loi dont doit bénéficier tout individu. Relevons encore les points suivants:

- *Contenu des informations (lieu où se trouve la personne disparue et « sort »)*: La notion de sort ne comprend pas seulement la mort de la personne disparue, mais également tout ce qui lui arrive d'essentiel, en particulier son arrestation et les circonstances de celles-ci. Le « déni de la reconnaissance de la privation de liberté », mentionné explicitement dans la Convention, participe donc de ce refus de toute indication sur le sort de la personne disparue.
- *Qualification du refus d'informations*: Le refus d'informations doit être qualifié pour que le cercle des auteurs potentiels puisse être défini avec précision. Le caractère répréhensible du refus peut découler, d'une part, d'une violation d'une obligation légale, portant ainsi atteinte à un intérêt public ou privé protégé par la loi. D'autre part, le refus est également punissable lorsqu'il intervient sur mandat de l'Etat, révélant ainsi un lien de l'auteur avec le pouvoir étatique. L'auteur participe à une activité criminelle qui se caractérise précisément par l'abus de ce pouvoir.

D) Elément constitutif « soustraction à la protection de la loi »: La privation de liberté suivie du refus de toute indication sur le sort de la personne ou sur l'endroit où elle se trouve a pour conséquence que cette personne est soustraite à la protection de la loi. Cette soustraction doit correspondre à une intention de l'auteur, que celui-ci soit impliqué dans la privation de liberté elle-même ou dans le refus d'informations sur le sort de la personne ou sur l'endroit où elle se trouve.

Sont également punissables, aux termes du CP comme du CPM, les seuls actes préparatoires du crime de disparition forcée (art. 260^{bis}, al. 1, let. f^{bis}, CP et art. 171b, al. 1, let. i^{bis}, CPM).

b) the conditions for application of command/superior responsibility;

Le droit pénal militaire régit la punissabilité des supérieurs hiérarchiques. L'art. 20 CPM prévoit que, si l'exécution d'un ordre de service constitue une infraction, le chef ou le supérieur qui a donné cet ordre est punissable comme auteur médiateur de cette infraction.

En cas de crime contre l'humanité, la responsabilité du supérieur est plus importante : le supérieur qui a connaissance du fait qu'un subordonné commet ou s'apprête à commettre un crime contre l'humanité

et qui ne prend pas les mesures appropriées pour l'en empêcher encourt la même peine que l'auteur (art. 264k, al. 1, CP ; voir aussi l'art. 114a, al. 1, CPM et le comparer à l'art. 109, al. 1, let. e, CPM). De plus, le supérieur qui a connaissance du fait qu'un subordonné a commis un crime contre l'humanité et qui ne prend pas les mesures appropriées pour assurer la punition de l'auteur de cet acte est punissable (art. 264k, al. 2, CP ; voir aussi l'art. 114a, al. 2, CPM en relation avec l'art. 109, al. 1, let. e, CPM).

L'infraction peut aussi être commise par omission (art. 11 CP et art. 12a CPM), lorsqu'il existe un lien étroit entre le champ de responsabilité du supérieur et la disparition forcée et que le supérieur se trouve dans une position de garant en raison des devoirs de surveillance qui lui incombent.

- c) The criminal sanctions which can be imposed for the crime of enforced disappearance, including for any person who commits, orders, solicits or induces the commission of, attempts to commit, is an accomplice to or participates in an enforced disappearance.**

La disparition forcée est punie d'une peine privative de liberté d'un an au moins et de vingt ans au plus (art. 185^{bis} CP). Lorsqu'elle est commise dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre la population civile, elle constitue un crime contre l'humanité et la peine est de cinq ans au moins et de vingt ans au plus (art. 264a CP). Si le crime contre l'humanité est particulièrement grave, notamment s'il touche un grand nombre de personnes ou que son auteur agit avec cruauté, la peine privative de liberté à vie est possible (art. 264a, al. 2, CP).

- 2) If the answer to question n°1 is negative, please indicate how acts of enforced disappearances are or could be currently qualified and dealt with in your criminal legislation and whether the introduction of a specific crime is envisaged.**

- 3) Please inform whether the statute of limitations applies for crimes of enforced disappearances or proposed to be applied in future legislation criminalizing enforced disappearances? If so, please indicate the duration of the statute of limitations and the moment from which it commences to count?**

Les règles générales sur la prescription des infractions pénales s'appliquent aussi à l'infraction de disparition forcée. Celle-ci est qualifiée de crime continu. En vertu de l'art. 98, let. c, CP, la prescription commence donc uniquement à courir à partir du moment où les agissements coupables ont cessé, c'est-à-dire une fois que l'état contraire au droit a pris fin. Le délai de prescription de l'action pénale est de 15 ans (art. 97, al. 1, let. b, CP). La prescription ne court plus si un jugement de première instance a été rendu avant son échéance (art. 97, al. 3, CP). Le droit à un recours effectif est donc également garanti.

En outre, la loi établit expressément l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité (art. 101, al. 1, let. b, CP).

- 4) Please indicate whether anyone has been convicted for the crime of enforced disappearance in your country. If so, kindly provide detailed information and provide the related jurisprudence.**

Aucun cas de disparition forcée au sens de la Convention n'a été signalé en Suisse pour l'instant, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau cantonal. Il en résulte qu'aucune procédure d'enquête ni aucune procédure judiciaire approfondies portant sur l'implication d'une autorité suisse dans un cas de disparition forcée n'ont encore été menées.

- 5) Please indicate whether there are special units in the law-enforcement and/or prosecution authorities in charge of the investigation of enforced disappearances. If so, please provide the name of the units and indicate their composition including whether these special units are staffed with professional from different disciplines, including forensic science, anthropology and psychology. If not, please explain who is in charge of investigating or prosecuting enforced disappearances.**

Il n'y a pas d'entité spécialement dédiée à l'enquête ou à la poursuite de cas de disparition forcée. Le crime de disparition forcée prévu à l'article 185^{bis} CP relève de la juridiction cantonale, conformément aux règles générales prévues par la Constitution en matière de poursuite pénale en Suisse (art. 123, al. 2, Cst.). Lorsque la disparition forcée est constitutive d'un crime contre l'humanité, l'infraction relève de la compétence du Ministère public de la Confédération.

6) Do these special units have the competence to initiate investigations of cases of potential enforced disappearances, even if no formal complaints have been made? Please describe how, and in which time frame, an alleged or potential case of enforced disappearance is investigated from the outset.

L'infraction de disparition forcée (art. 185^{bis} CP) se poursuit d'office. Les règles sur la procédure pénale en Suisse assurent notamment que les procédures pénales aient lieu sans délai (art. 5, al. 1, CPP).

De plus, la Suisse a défini clairement des procédures administratives permettant une réaction fiable et efficace en cas de soupçon de disparition forcée. Lorsqu'une personne est portée disparue, ses proches peuvent lancer une demande de recherche via un réseau récemment mis en place entre la Confédération et les cantons. Un examen du cas fait suite au dépôt de cette demande, puis l'autorité est tenue d'informer l'auteur de celle-ci, s'il s'agit ou non d'un cas de disparition forcée.

7) Do the authorities investigating cases of enforced disappearances have the necessary powers and resources to conduct the investigation, including powers to compel the attendance of witnesses and the production of relevant documents, including police, military and intelligence files? Are all archives potentially containing information relevant for the investigation accessible to the investigating authorities?

L'art. 4, al. 1 CPP précise que les « autorités pénales sont indépendantes dans l'application du droit et ne sont soumises qu'aux règles du droit », et l'art. 6, al. 1, prévoit que les « autorités pénales recherchent d'office tous les faits pertinents pour la qualification de l'acte et le jugement du prévenu ». Il convient par ailleurs de mentionner que l'obligation d'établir les faits constitue en Suisse un principe général dans toute procédure pénale (voir notamment les art. 6 et 139 CPP). Plus précisément, les autorités pénales mettent en œuvre tous les moyens de preuves licites qui, selon l'état des connaissances scientifiques et l'expérience, sont propres à établir la vérité. Ces derniers peuvent notamment consister en des auditions, à la récolte de pièces à conviction, ou encore à des inspections. Des actes de procédure tels que des mesures de contraintes peuvent également être prévus afin de mettre les preuves en sûreté ou assurer la présence de certaines personnes durant la procédure (voir titre 4 et 5 du CPP).

Du fait de la séparation systématique entre le pouvoir judiciaire et le pouvoir exécutif – et entre l'autorité d'incarcération et l'autorité d'exécution au sein de ce dernier, un contrôle mutuel s'exerce.

8) Please explain the legal framework for the families or the representatives of the disappeared to participate in the investigation and be informed about the result thereof. Please explain if there is any psychosocial support available for the victims during the investigation.

L'infraction de disparition forcée (art. 185^{bis} CP) protège fondamentalement deux biens juridiques : d'une part, elle assure que les individus privés de liberté par l'État continuent de bénéficier de la protection de la loi et en particulier des garanties de procédure. D'autre part, elle assure aux proches d'une personne privée de liberté de pouvoir connaître le sort de celle-ci (droit qui découle du respect de la sphère privée et des liens familiaux), afin de leur éviter les souffrances psychologiques liées à l'incertitude et au désespoir qu'implique une disparition forcée. Dès lors, les proches sont également considérés en droit suisse comme des victimes de ce crime. Ils bénéficient donc des droits procéduraux qui résultent de ce statut de victime.

Le statut de victime dans la procédure pénale suisse permet ainsi aux proches directement touchés dans leurs droits par une disparition forcée d'initier une procédure pénale et d'obtenir le statut de partie plaignante participant à la procédure. Ils sont ainsi informés de l'avancement et des résultats des

enquêtes et peuvent aussi demander l'administration de preuves et recourir contre le classement de la procédure ou contre un acquittement, par exemple.

Selon la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions (art. 3 LAVI), la victime d'une infraction commise en Suisse ayant directement porté atteinte à son intégrité physique, psychique ou sexuelle peut prétendre aux conseils et au soutien fournis par les centres de consultation. Elle peut également bénéficier d'une aide immédiate et à plus long terme (art. 12 à 16 LAVI), d'une indemnisation (art. 19 à 21 LAVI) et d'une réparation morale (art. 22 et 23 LAVI). Les prestations comprennent l'assistance médicale, psychologique, sociale, matérielle et juridique appropriée dont la victime ou ses proches ont besoin à la suite de l'infraction et qui est fournie en Suisse. Si nécessaire, les centres de consultation procurent un hébergement d'urgence à la victime ou à ses proches.

9) Is there any provision and/or practice in the police or other law enforcement officials' bodies for the exclusion of persons, units or institutions, allegedly involved in an enforced disappearance from their participation in the investigation?

Le CPP prévoit la récusation obligatoire de toute personne exerçant une fonction au sein d'une autorité pénale, notamment lorsqu'elle a un intérêt personnel dans l'affaire ou lorsque d'autres motifs, dont un rapport d'amitié étroit ou d'inimitié avec une partie ou son conseil juridique, sont de nature à la rendre suspecte de prévention (art. 56 et art. 57 CPP). La récusation peut aussi être demandée par une partie (art. 58 CPP). Ces règles valent aussi bien pour la police et le Ministère public que pour le tribunal.

Outre le droit pénal, le droit du personnel de la Confédération comme les lois cantonales sur le personnel prévoient aussi que des mesures conformes au droit du travail puissent être prises en cas de comportement répréhensible de la part de personnes employées par l'État. Le droit du personnel de la Confédération prévoit des mesures disciplinaires, c.-à-d. des mesures répressives en réponse à un manquement (voir art. 25, al. 1, de la loi sur le personnel de la Confédération [LPers]). L'art. 98, al. 1, de l'ordonnance sur le personnel de la Confédération (OPers) prévoit la possibilité d'ouvrir une enquête disciplinaire pour vérifier si un employé a manqué à ses obligations professionnelles. Une telle enquête peut être confiée à des personnes extérieures à l'administration fédérale. Si une infraction est constatée, différentes mesures disciplinaires entrent en ligne de compte selon le degré de gravité du manquement ou de la faute (art. 99 OPers).

Aux termes de l'art. 10, al. 4, LPers, les contrats à durée déterminée et les contrats à durée indéterminée peuvent être résiliés avec effet immédiat pour de justes motifs. La présence de « justes motifs » est en principe déterminée sur la base de l'art. 337 CO. De façon générale, le fait d'avoir commis une infraction dans le cadre de son activité professionnelle constitue un juste motif au sens de cet article.

Dans leurs prises de position, les cantons renvoient aux dispositions de leurs législations cantonales respectives sur le personnel. Là non plus, aucune norme spéciale n'a été introduite en relation avec l'infraction de disparition forcée puisque les dispositions existantes prévoient déjà les moyens nécessaires et les éventuelles conséquences. Les réglementations cantonales prévoient notamment la mise à pied à titre conservatoire des employés valablement soupçonnés d'avoir commis un délit ou un crime, ou encore leur licenciement avec effet immédiat.

10) Under your country's legislation, can persons who have or are alleged to have committed enforced disappearance(s) benefit from special amnesty laws, pardons or similar measures that might have effect of exempting them from criminal proceedings or sanction?

Des amnisties, grâces ou mesures similaires n'ont jamais été octroyées en Suisse s'agissant du crime de disparition forcée. L'Assemblée fédérale, dans les causes jugées par la Cour des affaires pénales, ou l'autorité compétente du canton, dans les causes jugées par les autorités cantonales, peuvent accorder une grâce (art. 381 CP). Par l'effet de la grâce, toutes les peines prononcées par un jugement passé en force peuvent être remises, totalement ou partiellement, ou commuées en des peines plus douces. L'Assemblée fédérale peut accorder l'amnistie dans les affaires pénales et ainsi exclure la poursuite de certaines infractions ou de certaines catégories d'auteurs et entraîne la remise des peines correspondantes (art. 384 CP). Depuis sa création en 1848, l'Assemblée fédérale n'a prononcé d'amnistie qu'à titre absolument exceptionnel et jamais pour des crimes internationaux.

11) Please indicate whether your legislation provides for mitigating circumstances for those who are instrumental in bringing the victims forward alive or in providing voluntarily information which would contribute to clarifying cases of enforced disappearance.

Il n'existe pas de variante atténuée du crime de disparition forcée. Les règles de la partie générale du CP prévoient néanmoins des circonstances atténuantes qui permettent d'atténuer la peine, même en deçà du minimum légal prévu (art. 48 et art. 48a CP). Il s'agit notamment des cas où l'auteur a réparé le dommage autant qu'on pouvait l'attendre de lui.

12) Please indicate whether there are instances in which cases of enforced disappearance may be investigated or tried by special or military courts

Lorsque les conditions personnelles (art. 3 ss CPM) et les conditions de lieu (art. 10 CPM) permettant l'application du droit pénal militaire sont réunies, les crimes contre l'humanité commis sur le territoire suisse ou à l'étranger, y compris les disparitions forcées qui s'inscrivent dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre la population civile au sens de l'art. 109 CPM, relèvent de la justice militaire (art. 109, al. 1, let. e, CPM). Si, parmi les personnes impliquées dans un crime contre l'humanité au sens de l'art. 109 CPM, certaines sont assujetties à la juridiction militaire et d'autres à la juridiction civile, ou si un individu est accusé de plusieurs infractions dont les unes relèvent de la juridiction militaire et les autres de la juridiction civile, c'est la réglementation prévue à l'art. 221a CPM qui s'applique. Le Conseil fédéral peut alors, sur proposition de l'auditeur en chef ou du procureur général de la Confédération, décider d'assujettir toutes les personnes soit à la juridiction militaire, soit à la juridiction ordinaire.

Les disparitions forcées au sens de l'art. 151d CPM – non commises dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique lancée contre une population civile – relèvent de la juridiction militaire si les conditions personnelles d'application du droit pénal militaire (art. 3 ss CPM) sont réunies.

13) Please indicate if truth commission or any other similar truth-telling mechanisms have operated in your country and, if so, how this commission has contributed investigations of enforced disappearances

Non.

14) Please indicate in which cases your State may establish its jurisdiction over cases of enforced disappearance committed abroad, including whether it does so over the offence of enforced disappearance committed abroad when the alleged offender is present in any territory under its jurisdiction. If so, please provide examples of situations in which this has occurred.

En règle générale, le CP suisse permet aux autorités suisses de poursuivre les infractions commises à l'étranger lorsque la Suisse s'est engagée à poursuivre en vertu d'un accord international (art. 6 CP) ou lorsque l'auteur ou la victime sont suisses (art. 7 CP), à condition que l'auteur se trouve en Suisse ou soit remis à la Suisse en raison de cet acte et que l'acte soit réprimé dans l'Etat où il a été commis (condition de la double incrimination).

Même si elle constitue une facette importante du principe de la légalité, le législateur suisse a décidé de ne pas maintenir cette seconde condition pour la disparition forcée, qui représente une infraction très grave perpétrée régulièrement dans différentes régions du monde. Partant, l'art. 185bis comporte une clause spécifique excluant la condition de la double incrimination pour la poursuite des infractions commises à l'étranger. La Suisse est ainsi compétente pour poursuivre ces infractions commises à l'étranger selon le principe de l'universalité, pour autant que l'auteur se trouve en Suisse et qu'il ne soit pas extradé.

15) Please indicate what measures are in place to ensure that all parties involved in the investigation of enforced disappearances, including the complainant, counsel,

witnesses and those conducting the investigation, are protected against ill-treatment, intimidation or reprisal; and to ensure that – if these prohibited acts occur – they are appropriately punished, in accordance with articles 13 (3) and (5) of the Declaration. If an office of units for the protection of these persons exists, please explain its mandate, competency and powers, as well as the applicable legal framework.

La protection des personnes impliquées dans la procédure pénale est régie par la loi fédérale sur la protection extraprocédurale des témoins (Ltém). Aux termes de celle-ci, des mesures extraprocédurales fixées individuellement peuvent être prises pour protéger une personne des risques qu'elle peut encourir en raison de sa collaboration dans le cadre d'une procédure pénale, y compris des tentatives d'intimidation. Ces mesures peuvent inclure : a) loger la personne concernée dans un lieu sûr ; b) changer son lieu de travail et son domicile ; c) mettre à disposition des instruments auxiliaires ; d) bloquer la communication de données concernant la personne concernée ; e) lui procurer une nouvelle identité pour le temps durant lequel elle doit être protégée ; f) la soutenir financièrement (art. 5 Ltém).

L'office responsable pour la protection de personnes encourant des risques du fait de leur collaboration dans le cadre d'une procédure pénale est le Service de protection des témoins, subordonné à l'Office fédéral de la police. Son mandat et ses compétences sont régis aux articles 22 et suivants de la Ltém.

De plus, nous pouvons aussi citer les mesures de protection offertes par le CPP aux personnes exposées, en raison de leur participation à la procédure, à un danger sérieux menaçant leur vie ou leur intégrité corporelle (art. 149 et 150 CPP).

16) What measures has your State adopted in the field of international judicial cooperation to facilitate the effective investigation of transnational cases of enforced disappearances?

En Suisse, la loi fédérale sur l'entraide internationale en matière pénale (EIMP) permet une coopération étendue en matière d'entraide judiciaire. Elle est applicable *erga omnes*, soit à l'ensemble des États. Une collaboration est donc possible sur cette base, pour autant que le principe de double incrimination soit respecté. Cela signifie que l'infraction doit être punissable à la fois dans l'État requis et dans l'État requérant. Les mesures d'entraide non coercitives ne sont, en revanche, pas soumises à l'exigence de la double incrimination.

Parmi les bases juridiques qui sous-tendent l'entraide judiciaire, on peut citer la Convention européenne d'entraide judiciaire en matière pénale du 20 avril 1959 et ses protocoles, qui règlent l'entraide judiciaire entre les États membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'avec certains États tiers. Cette Convention s'applique également de manière large et donc aux disparitions forcées.

Il existe aussi plusieurs conventions bilatérales touchant à l'entraide judiciaire en matière pénale qui peuvent s'appliquer dans les cas de disparition forcée.

En matière d'extradition, il existe également plusieurs conventions qui peuvent s'appliquer entre les États membres de la Convention. Dans ce domaine, la Convention européenne d'extradition du 13 décembre 1957 et ses Protocoles additionnels, qui règlent l'extradition entre les États membres du Conseil de l'Europe ainsi qu'avec certains États tiers, revêt une importance fondamentale.

Il existe également plusieurs traités bilatéraux d'extradition entre la Suisse et d'autres pays.

17) Please explain what measures exist in your country for the coordination among the different agencies/units involved in the investigation of enforced disappearances.

La Suisse a défini clairement des procédures administratives permettant une réaction fiable et efficace en cas de soupçon de disparition forcée. Lorsqu'une personne est portée disparue, ses proches peuvent lancer une demande de recherche via un réseau récemment mis en place entre la Confédération et les cantons, afin de garantir que les informations circulent avec efficacité et fiabilité entre les différentes structures que compte la Suisse. Il se compose d'un service fédéral de coordination et d'un service de coordination par canton ainsi que des personnes de référence propres à chaque canton. Le fonctionnement de ce réseau est détaillé dans le rapport de la Suisse sur la mise en œuvre nationale

de la Convention internationale de 2006 pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées, à l'attention du Comité des disparitions forcées.¹

18) What are the main obstacles and challenges encountered by your country, if any, to effectively investigate enforced disappearances? Does your State have any recommendations and/or proposals in this regard?

Aucun cas de disparition forcée au sens de la Convention internationale de 2006 pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées n'a été signalée en Suisse pour l'instant, que ce soit au niveau fédéral ou au niveau cantonal. Il en résulte qu'aucune procédure d'enquête ni aucune procédure judiciaire approfondies portant sur l'implication d'une autorité suisse dans un cas de disparition forcée n'ont encore été menées. Dès lors, les autorités suisses ne peuvent fournir d'exemple concret ni se prononcer sur d'éventuels obstacles en matière d'enquête ou de poursuite du crime de disparition forcée.

¹ §106ss, p. 29, disponible en ligne, https://www.eda.admin.ch/dam/eda/fr/documents/aussenpolitik/voelkerrecht/Bericht-Schweiz-Verschwindenlassen_fr.pdf.